



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Vingt-neuvième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE)
4 mars 2014, Rabat, Maroc

Allocution de Madame Karima Bounemra Ben Soltane

Directrice, Commission économique pour l'Afrique,
Bureau pour l'Afrique du Nord

Excellence Monsieur Idriss Azami Al Idrissi, Ministre délégué chargé du Budget du Royaume du Maroc

Excellence Monsieur Mehdi Ghania, Ministre de la Planification de la Libye

Monsieur Habib Ben Yahia, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe

Monsieur le Président du bureau sortant du CIE

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs

Honorables délégations des Etats membres de la région

Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations Internationales et Régionales

Chers collègues du Système des Nations Unies

Mesdames, Messieurs ;

Au nom du Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, je vous souhaite la bienvenue à la 29^{ème} Réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE). C'est un plaisir renouvelé pour mes collaborateurs et moi-même de vous accueillir ici au Maroc, et une occasion de vous remercier chaleureusement, pour avoir répondu positivement à notre invitation et pour l'intérêt que vous continuez d'accorder à l'action de la CEA.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Cette 29^{ème} session de votre CIE se tient dans un contexte international et régional porteur d'espoirs et de défis pour les pays de la région, dans leurs efforts pour une transformation structurelle de leurs économies et leur marche vers un développement durable et inclusif.

Au niveau international, l'année 2013 a été marquée par un ralentissement de l'économie -avec une croissance à 2,1% contre 2,4 en 2012, et un chômage resté globalement élevé, situations corollaires des politiques de rigueur budgétaire mises en place dans plusieurs pays développés, qui ont eu des répercussions négatives sur la demande agrégée mondiale.

Les principaux pays émergents, bien que continuant de tirer la croissance mondiale, ont vu également leur croissance ralentir. Ceci s'explique notamment par la baisse de la demande mondiale et l'inversion des flux d'investissement vers les marchés des pays développés, Etats Unis et Europe en particulier.

Quelques signaux de reprise sont toutefois perceptibles, avec la sortie de récession de la zone Euro et la fin du ralentissement de l'activité économique en Chine et au Brésil.

La croissance en Afrique, quant à elle, est restée relativement soutenue, en dépit d'une contraction à 4,1% contre 5,4% en 2012. Comme pour les années précédentes, les économies africaines ont continué de bénéficier des prix relativement élevés des produits de base, de l'augmentation des échanges commerciaux et des investissements avec les économies émergentes, ainsi que d'un accroissement de leur demande intérieure, soutenue par la consommation d'une classe moyenne croissante, la hausse des revenus des ménages et les dépenses publiques dans les infrastructures. Cette performance a également bénéficié d'une bonne production agricole, grâce à des conditions climatiques favorables dans la plupart des régions du Continent et d'une augmentation des flux d'IDE dans l'industrie extractive, toutes choses qui illustrent bien la

poursuite de la résilience entamée depuis 2011 et la vocation du Continent à devenir un pôle de croissance dans le monde.

En ce qui concerne l'Afrique du Nord, le ralentissement de l'économie mondiale, combiné avec les effets de la durée des transitions politiques dans certains pays et la montée des risques sécuritaires, se sont traduits par une forte contraction du PIB régional, dont la croissance annuelle moyenne s'est établie à 2,5% en 2013, contre 6,6 % en 2012. Le marché domestique a été le principal moteur de cette croissance, la demande extérieure adressée à la région s'étant inscrite à la baisse, en raison notamment des faibles performances de ses principaux partenaires, les pays de la zone Euro.

L'environnement politique continue par ailleurs d'avoir un effet dépressif sur plusieurs secteurs d'activité et indicateurs macroéconomiques dont l'industrie du tourisme, l'exportation d'hydrocarbures et les flux d'IDE. Les exportations totales des sept pays ont accusé en 2013 une baisse de l'ordre 13,3%. Pour l'ensemble régional, le déficit de la balance des marchandises s'est creusé de 307,5%, passant de 10,6 milliards USD en 2012 à 43,2 milliards en 2013 en raison, d'une part, d'une forte contraction des excédents des pays exportateurs nets de pétrole (Libye, Algérie) et d'autre part, du maintien à un haut niveau des déficits commerciaux des autres pays, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie en particulier. Compte non pris des hydrocarbures bruts, l'offre régionale de biens et services reste largement inférieure à la demande, ce qui traduit la faiblesse structurelle des systèmes productifs nationaux et l'impératif de mettre en place des politiques de diversification plus volontaristes.

Sur le plan social, et malgré la diversité des situations spécifiques, les efforts déployés par les Etats devraient permettre l'atteinte de la plupart des cibles des OMD, notamment celles relatives à l'éradication de l'extrême pauvreté, à l'éducation pour tous ou à l'accès à l'eau potable.

Il convient cependant de noter que le rythme de réduction des déficits en développement humain s'essouffle depuis une décennie. Il montre ainsi les limites de nos modèles de développement, prioritairement axés sur les investissements dans les composantes de l'IDH qui ne sont pas liées au revenu, telles que la santé et l'éducation.

Le taux de chômage reste structurellement élevé en Afrique du Nord, avec une moyenne régionale estimée pour 2013 autour de 11%. La région enregistre un faible taux de participation au marché de l'emploi (49%), comparé à la moyenne mondiale (64%) et à celles d'autres autres régions, telles que l'Union Européenne (60%), et le reste du Continent (70%).

Par ailleurs, de nouveaux problèmes de santé, souvent consécutifs à une plus grande sédentarité, conjugués à la transition démographique qui s'accompagne d'un processus relativement rapide de vieillissement de la population, constitueront, à moyen et long terme un défi structurel pour les systèmes de soins et l'équilibre financier des régimes de retraite et de protection sociale.

Ces constats soulignent à nouveau l'impératif d'une croissance plus soutenue des économies, davantage corrélée avec l'emploi, dont le surplus de richesse serait mieux réparti et un peu plus accessible aux plus pauvres et aux plus vulnérables.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Le redressement de la croissance mondiale observé au 4^e trimestre 2013, qui semble se poursuivre en ce début d'année, et la réduction espérée des facteurs d'instabilité dans la région laissent entrevoir des perspectives plus favorables pour l'Afrique du Nord, avec une croissance qui devrait s'établir à 4.2% en 2014.

Pour confirmer ces perspectives positives, accélérer la croissance économique et relever le défi de l'emploi, il faudra toutefois parvenir à une sortie rapide et apaisée des transitions politiques encore en cours dans certains pays, à une consolidation de la stabilité institutionnelle et au rétablissement d'un climat de confiance pour les investisseurs dans tout l'espace nord-africain.

Sur le moyen et long terme, les pays devront également s'investir davantage (i) dans les réformes nécessaires à l'accélération du processus de diversification et d'amélioration de la compétitivité de leurs économies et (ii) dans une véritable dynamique d'intégration régionale, avec comme objectif

stratégique un développement plus rapide du secteur manufacturier, à la fois par un élargissement de l'offre de biens et services et une montée en puissance des industries à plus forte valeur ajoutée.

L'Afrique du Nord dispose à cette fin d'atouts majeurs, dont son réseau d'infrastructures en expansion, sa centralité géostratégique -au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et du Monde Arabe, les perspectives de croissance à moyen terme du Continent africain et surtout le potentiel non encore valorisé de son marché intra-régional.

Au regard des objectifs de croissance et de développement durable, et en dépit des différences d'estimation liées à la nature des variables utilisées, les études et analyses continuent en effet de converger sur le constat qu'une véritable intégration des économies nord-africaines induirait pour les pays de l'espace Maghreb notamment 2 à 3 points supplémentaires de croissance du PIB. Le renforcement de l'intégration régionale, demeure un moyen important pour apporter des réponses collectives et efficaces à ces défis et faire de l'Afrique du Nord une région plus dynamique, à même de jouer un rôle moteur dans le processus de transformation du Continent.

C'est pour les besoins d'une accélération du processus d'intégration et d'une croissance plus soutenue, mais aussi en réponse à l'une des recommandations de votre Comité, que l'agenda de cette session du CIE prévoit une table ronde sur le thème '*Développer des chaines de valeur régionales pour accélérer la diversification et la sophistication des économies Nord-africaines*'.

Depuis deux décennies, les pays de la région se sont inscrits dans des processus de modernisation industrielle et ont développé des instruments de politiques qui incluent l'élaboration de stratégies multisectorielles à moyen et long terme et la mise en place de Zones Economiques Spéciales, avec pour objectif d'intégrer progressivement les processus de production industrielle mondiale. Cette approche -essentiellement nationale, est cependant restée contrainte par la taille modeste des économies de la région et leur faible capacité à s'insérer dans les segments les plus dynamiques des chaines de valeur globales. Elle n'a pas pu exploiter tout le potentiel existant au travers d'une approche intégrée du développement dans l'espace nord africain.

Nous vous invitons donc à procéder à une première analyse des approches possibles et des conditionnalités requises pour la promotion de chaines de valeur régionales en Afrique du Nord, et également entre l'Afrique du Nord et d'autres régions du Continent, l'Afrique de l'Ouest notamment.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Pendant les trois jours que durera cette réunion, vous aurez aussi l'opportunité d'examiner les rapports préparés par le Bureau sur un certain nombre de sujets, notamment sur la situation socio-économique de la région, les enjeux et l'état des processus préparatoires de l'agenda de développement post-2015, les perspectives pour l'Afrique-2063, les évolutions enregistrées dans la mise en œuvre des autres agendas régionaux et internationaux, les initiatives en cours pour la relance et l'accélération de l'intégration en Afrique du Nord, ainsi que le rapport d'activités 2013 du Bureau et son programme pour 2014.

Suite à la décision de vos Ministres qui, lors de leur Conférence de 2013 à Abidjan, ont appuyé la volonté de la CEA de 'mieux accompagner les efforts de développement de ses Etats membres, à commencer par une meilleure connaissance de leurs économies, à travers notamment une analyse plus fine et rigoureuse de leurs situations et le renforcement de leur capacité statistique', nous vous présenterons également le résultat de nos réflexions sur la conception des 'profils pays' que nous produirons à partir de cette année

Les résultats de vos délibérations et vos recommandations feront l'objet d'un rapport qui sera présenté à la prochaine Conférence des Ministres Africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA, qui se réunira du 25 au 30 mars 2014 à Abuja (Nigeria).

Excellences, Mesdames et Messieurs

Permettez moi de conclure ce mot de bienvenue avec quelques remerciements.

Je voudrais en votre nom à tous, au nom du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA et en mon nom personnel, exprimer notre sincère gratitude à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, au Gouvernement et au peuple marocain, pour l'intérêt porté à nos activités, leur sollicitude à notre égard ainsi que la qualité de l'accueil qui est toujours réservé aux participants de nos rencontres.

Mes remerciements vont aussi :

- à Monsieur Idriss Azami Al Idrissi, Ministre délégué chargé du Budget du Royaume du Maroc, qui en dépit d'un engagement au cours de la matinée a tenu à être parmi nous ce matin
- Monsieur Habib Ben Yahia, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe, dont la présence est une illustration parfaite des bonnes relations entre nos deux institutions qui œuvrent ensemble sans relâche pour une intégration réussie au Maghreb
- aux représentants de nos Etats Membres,
- aux experts de haut niveau venus enrichir les débats de la table ronde sur le développement de chaînes de valeurs régionales en Afrique du Nord,
- aux représentants des organisations régionales, sous-régionales et nationales, du secteur privé, de la société civile et des média,
- aux représentants des agences sœurs du système des Nations Unies, et nos collègues venus du siège de la CEA à Addis-Abeba.

Merci à toutes et à tous pour votre participation

Je souhaite plein succès à vos travaux.

Merci de votre attention.